



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 25 mars 2013

Syrie : Les collectivités territoriales françaises prêtent main forte aux collectivités accueillant des réfugiés syriens pour éviter la déstabilisation de la région

Mission de cadrage et de solidarité, création d'un fonds de solidarité, participation à la vague blanche : les collectivités françaises multiplient les actions de soutien pour la Syrie.

Après deux ans de conflits, la tragédie syrienne perdure. La stabilité de toute la région est menacée. **L'arrivée massive de réfugiés dans les pays frontaliers les fragilise.** On compte notamment plus de 180 000 réfugiés syriens en Turquie, presque 270 000 en Jordanie et près de 288 000 au Liban. Ces réfugiés, notamment au Liban, ne sont pas toujours accueillis dans des camps. **Ce sont principalement les collectivités locales situées aux frontières syriennes qui font face à cet afflux.** Ces collectivités sont aujourd'hui confrontées à de nombreux problèmes sanitaires, sécuritaires, sans parler de la question de la scolarisation des enfants.

Face à cette situation dramatique, Kadir Topbas, maire d'Istanbul et président de Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU) a lancé un appel à la solidarité entre collectivités territoriales. CGLU a mandaté Cités Unies France pour organiser le soutien auprès des collectivités de la région concernées.

C'est dans ce cadre que **Cités Unies France et des collectivités territoriales françaises ont mené, du 18 au 26 mars, une mission à la fois de soutien et d'identification des besoins auprès des collectivités accueillant des réfugiés syriens, en Turquie, au Liban et en Jordanie.** Cette mission a bénéficié d'une mobilisation internationale : des représentants des collectivités locales canadiennes, néerlandaises et turques se sont joints à la délégation française. Elle a permis d'afficher la présence et le soutien de la France au travers de ses collectivités dans cette zone de conflit.

Les collectivités territoriales sont des acteurs centraux dans les situations d'extrême urgence car c'est aux maires et aux élus qu'il revient de faire face à la crise. Cela se vérifie actuellement dans les territoires voisins de la Syrie où la délégation s'est rendue : la présence de réfugiés en dehors des camps, notamment au Liban, déstabilise profondément la région et menace de provoquer à terme un enlèvement de la situation.

Indépendamment de l'appel lancé par le ministère des Affaires étrangères en faveur des organisations humanitaires, **Cités Unies France a décidé, à la suite de cette mission, d'ouvrir un fonds de solidarité en soutien aux collectivités territoriales libanaises, turques et jordaniennes qui se retrouvent en première ligne dans la gestion de la crise.**

Cités Unies France organisera plusieurs journées de restitution de la mission notamment lors du Forum de la commission Méditerranée, les 4 et 5 avril prochains, à Marseille et du Forum de l'Action Internationale des Collectivités, les 1er et 2 juillet, pour les collectivités territoriales françaises intéressées par la situation en Syrie.

Contact presse :

Fabiana Bras Baia

Téléphone: 01 53 41 81 86 / Courriel : f.brasbaia@cites-unies-france.org

Cités Unies France est une association qui fédère depuis 1975 les collectivités territoriales engagées en coopération décentralisée. Regroupant des élus de tous partis politiques, elle est l'inspiratrice des lois et des règlements qui ont fait de l'action internationale une compétence à part entière des collectivités. Cités Unies France est présidée par Michel Delebarre, ancien ministre d'État, sénateur-maire de Dunkerque, et président de la communauté urbaine de Dunkerque - www.cites-unies-france.org